

Le paradis perdu... ou la descente infernale

Liminaire du CSE France 3 des 18 & 19 mars 2026

Il était une fois la télévision régionale, un petit coin de paradis, avec ses antennes partout, ses BRI, ses centres techniques, ses locales, ses bureaux excentrés... On y produisait des journaux télévisés, du sport, de la culture, du divertissement, de l'info service, des langues régionales, des magazines, de l'actu... Trop beau, trop bien, le paradis n'est pas éternel, et la vie sur terre étant un combat, le réseau a été prié de se rhabiller.



On externalise le maquillage, on supprime des émissions, on supprime les ETP comme on coupe les branches d'un pommier, on annule des documentaires, on chipote sur les frais de mission. France Télévisions se retrouve à poil, en tenue d'Ève, à contempler ses réserves vides.

Les suppressions d'ETP, et leurs impacts sur les conditions de travail... oh, mais c'est sans conséquences, bien sûr, parions que c'est ce que vous allez affirmer. Mais nous, pauvres mortels chassés du paradis depuis un moment maintenant, on connaît la vraie vie : celle où le serpent de la rigueur budgétaire nous fait recracher la pomme et notre « 4 heures » avec.

Pendant ce temps, les personnels essayent de travailler. Malgré les bugs techniques, qui sapent nos diffusions, malgré les idées « géniales » pour mieux nous couler, ICI, JT mutualisés, réduction permanente des moyens humains et techniques, éphémère paradis de la régionalisation promis par Philippe Martinetti, ex directeur du réseau...

À l'est d'Éden, rien de nouveau : la précarité y règne en maître, et la « sous - sous traitance » y est le modèle économique. Les éditeurs visuels, ces journalistes en CDD U, sont virés du jardin et priés d'aller voir ailleurs. Notons au passage que le CDD U est illégal pour les journalistes, mais Edenpress ne s'encombre pas de ce genre d'interdits.

Mais aujourd'hui, on apprend que France 3 ne remboursera plus les frais de diffusion de Radio France, ce qui finançait indirectement la facture présentée par Edenpress à France Bleu. Drôle de montage, un enfumage, qui permet maintenant de jeter une cinquantaine d'éditeurs visuels, ni vu ni connu, c'est pas nous l'employeur.

Pour atteindre le nirvana des économies, entre 6 et 10 millions d'euros, France 3 balance donc dans le Styx son ambition de convergence avec France Bleu. Mais qu'on se rassure : les directeurs et rédacteurs en chef continueront certainement de vanter les vertus du rapprochement et de la mutualisation, histoire de prouver que la structure en charge du bidule sert encore à quelque chose. Les 10 millions d'euros investis depuis 2019 dans les infrastructures nécessaires à la captation des matinales, ticket d'entrée pour ce paradis éphémère : quel beau cadeau pour Radio France, désormais équipée de matériel de captation et de diffusion d'image.

À force de vouloir gratter chaque centime, France Télévisions se prive de ses forces vives, sacrifie des compétences essentielles et fragilise un service public déjà bien éprouvé. Nous ne sommes pas dupes : derrière les discours lissés et les promesses d'efficacité, c'est la casse du réseau qui se poursuit, méthodique, implacable.

La CFDT refuse cette descente aux enfers programmée. Elle exige des réponses, une vision pour l'avenir, du respect et des actes. À vous de décider, Monsieur le président, si vous souhaitez y contribuer... ou poursuivre la chute.